

• **Avril 2021 • Numéro 183** •

Macron Circus, cris du cœur, analyses subtiles, et des gags pour garder le moral

Edito : Macron Circus

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Illustration envoyée sur le net par Florent Le Bot*

*Passent les semaines dans un pays chloroformé, balloté entre menaces nouvelles, lueurs d’espoir de lendemains chantants dont on se garde bien de fixer les dates, couacs vaccinaux,*

*interventions ministérielles chaotiques. Parmi celles-ci, la plus belle, due au ministre de l’éducation nationale, M. Blanquer :* «Le président a acquis une vraie expertise sur les sujets sanitaires. Ce n’est pas un sujet inaccessible pour une intelligence comme la sienne et au regard du temps important qu’il y consacre depuis plusieurs mois.». *Dans le genre cire-pompes-lèche-bottes, bat des records. On se souvient des discours énamourés de Jack Lang quand il évoquait Mitterrand, Mais Blanquer le surpasse, et de loin. Qu’en pense son collègue Véran ministre de la santé, lui qui rétorque que former des infirmières en réanimation de mande des mois, ce qui semble une excuse pour n’en point former alors que le manque est patent ? Qu’il fasse appel à Macron pour les former : avec une intelligence et une expertise sanitaire comme les siennes, ça ne prendrait que quelques jours. Rendons au passage justice à Jack Lang, courtisan d’élite, certes, mais qui fut un bon ministre de la culture et un honnête ministre de l’éducation, ce que Blanquer n’est pas.*

*Pendant ce temps, le cha-cha-cha des pourvoyeurs de vaccins se poursuit, retards de livraisons, changements, à la hausse ou à la baisse des quantités livrées, annonce par Pfizer d’un probable nécessité d’une troisième injection (bingo, jackpot !) et l’ensemble des labos envisage, la main sur le cœur, la nécessité d’une vaccination annuelle (bingo, jackpot !). Vaccinations orchestrées non par les services de l’état mais par un cabinet de consultants américain qui a consenti moyennant quelques misérables centaines de millions d’euros à aider l’administration française de la mélasse.*

*Pendant ce temps, le monde bouge. Depuis des années, le scandale des impôts ridicules payés par les géants du net (et plus généralement par les multinationales) était dénoncé sur la place publique. La plupart des gouvernements européens admettaient qu’il y avait en effet quelque chose qui clochait, et qu’il fallait agir avec précaution et diplomatie (traduction : ne rien faire). Et voilà que Joe Biden annonce qu’il va installer un impôt minimum partout où ces entreprises ont des activités. Belle idée, un progrès enfin. Nous pensions naïvement que notre gouvernement, toujours prêt à suivre les Etats-Unis, et cette fois pour une cause juste, allait se précipiter pour faire de même. Tut, tut, on passera par l’Europe, donc les règles d’unanimité, et aller donc convaincre l’Irlande, le Luxembourg, voire la Belgique et les Pays-Bas de renoncer à leurs taux d’imposition bas. Bref, nous voilà encore partis pour des discussions marathons comme Bruxelles les adore. Pas morts, les GAFAM.*

*Si le monde bouge, il est un domaine en France où rien ne bouge : la culture. Les librairies sont rouvertes, le gouvernement ayant fini par admettre, parfois à contrecœur, que le livre pouvait, peut-être, qui sait, être essentiel, et que les pires dictatures n’ayant eu de cesse d’en entraver la circulation, cela finissait par faire mauvais genre. Les couvertures sociales des intermittents du spectacle ont été maintenues, équivalent en quelque sorte du chômage partiel dont ont pu «bénéficier» les autres catégories de travailleurs. Mais il convient ici de rappeler que seule une minorité de travailleurs culturels est couverte par le statut d’intermittent. Pour les autres, nib. Que la culture soit le cadet de soucis que gouvernement, on s’en doutait un peu, d’autant que cela ne date pas d’hier.*



*La crise du covid a mis en lumière deux béances dans la capacité de l’état à se prémunir contre une telle catastrophe. La première concerne notre santé publique, dont le système n’a pu résister que grâce à mobilisation des personnels. Nos hôpitaux, on le savait, étaient en crise, minés par des systèmes de management fondés sur les économies budgétaires à réaliser, par un système de tarification inadapté (dont l’un des créateurs fut naguère Jean Castex, bravo l’expert !). Seconde béance, le retard à l’allumage de nos services de recherche. Il y aurait là une analyse à conduire qui pourrait être explosive. Rappelons que François Hollande, le fameux «ennemi de la finance», avait, via, le Crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi (CICE), offert une manne de l’ordre de 20 milliards d’euros annuels aux entreprises pour doper leur «compétitivité», mais sans exiger d’icelle de contrepartie tangible. De là à soupçonner que le CICE servit surtout à doper les dividendes des actionnaires ‘plusieurs cas sont d’ailleurs avérés)… Thomas Piketty, commentant cet épisode, fit montre de son incompréhension ; comment de tells masses n’ont-elles pas stimulé la recherche, point clé de la compétitivité ?*

*Face à ces béances, peut-on apercevoir une réaction du gouvernement ? Pas même. Dans le «Ségur de la santé», quelque mesurettes pour tenter de calmer le mécontentement du personnel, mais rien sur l’avenir de l’hôpital public. Au contraire, les fermetures de lits se poursuivent.*

*Comme l’écrit joliment Julie d’Aiglemont «Ainsi en allait-il au Royaume du Grand Cul-par-dessus-Tête. Le Roy était nu mais ne le savait point ».*

**Au sommaire de ce numéro**

**C’est une histoire de «en même temps».** Tel que nous le connaissons, il en a eu, du mérite, l’ami et cinéaste **Vincent Glenn**, pour retenir sa colère. Mais son cri du cœur a fini par exploser, sur Médiapart d’abord puis ici, puisqu’il nous l’a proposé et que bien sur nous publions aussi

**La faim et la malnutrition en croissance. Que faire ? *Les impasses du projet de sécurité sociale alimentaire.*** Sila pandémie vampirise l’actualité, il est d’autres fléaux qui frappent une partie croissante de l’humanité. Il en est ainsi de la faim et de la malnutrition. Plusieurs organisations paysannes, humanitaires, ont élaboré un projet de «SSA», sécurité sociale alimentaire. Démarche positive, mais qui recèle des faiblesses. **Marc Mangenot** nous dit l’essentiel sur ce thème trop peu connu.

.

De la décroissance à l’effondrement La crise pandémique, et les appréhensions sur ses conséquences économiques à terme constituent un terreau favorable à l’éclosion de discours sur la nécessité d’une vie future plus frugale, voire isolée pour parer aux catastrophes présentées comme inéluctables. Michel Rogalski propose de remettre quelques pendules à l’heure et dénonce les prétentions scientifiques de certains «collapsologues». *Illustration glanée sur le net par Benoist Magnat*

[Chroniques du règne de Manu 1er l’infaillible](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R) . Julie d’Aiglemont, fidèle chroniqueuse du roi Manu et de sa cour, était devant son poste de télé pour le discours royal du 31mars, et n’en a rien perdu

**Pendant que le Covid galope, la braderie hospitalière continue** Jamais vous n’en entendez parler dans les points d’information des Macron, Castex, Véran, Attal, etc consacrés à la situation sanitaire. Mais «en même temps», des lits hospitaliers continuent d’être supprimés. Sylvain Ethiré fait le point grâce aux chiffres donnés, de source sure, par Jean-Marc Guillon.

Le variant breton, ou la légende d’Edern Le Du Vous avez entendu parler du variant breton ? Patrice Perron vous dévoile tout sur le sujet, et ce n’est pas triste !

Démantèlement d'EDF : Non au projet Hercule, Oui à un service public de l'énergie Tribune publiée par le Collectif national pour un véritable service public de l’énergie.

Les rois du nonsense. Des dessins ou photomontages typiques de ce genre d’humour

**C’est une histoire de «en même temps »**

*Par* ***Vincent Glenn***

La simple énumération de ce qu'il se passe ressemble de plus en plus à un film des Marx Brothers remixé par Guy Debord et Stanley Kubrick. D'autres imaginaires ? C'est une histoire d'En Même Temps

Un «En même temps» où le passeport sanitaire est voté au Parlement européen. En même temps qu’un footballeur se voit infligé une amende de 50 000 euros parce qu’il est venu en Mercedes et pas en Audi à l’entraînement. En même temps que des étudiants font la queue pour des repas à un euro. En même temps qu’il nous est rappelé que 37 des 50 plus grosses entreprises et fortunes françaises, profitent d’un système scandaleux mais légal, pour soustraire des dizaines de milliards d’euros à l’effort de solidarité nationale de leur pays. En même temps que des dizaines de théâtres sont occupés et chapitrés comme des enfants turbulents par une ministre de la culture poly-incompétente. En même temps que *France 2* leur consacre 8 secondes au journal télévisé dans le week end. En même temps que le camarade Aleveque est censuré par YouTube pour avoir publié un sketch où il cite des chiffres, tous vérifiés, sur différentes morbidités en cours. En même temps qu’on s’apprête à durcir les conditions des chômeurs précaires au 1er juillet. En même temps que les 50 nuances de gauche ne semblent toujours pas produire l’ombre d’une excitation au sein du peuple. En même temps que la «lobbyiste» Agnès Verdier-Molinié explique que le problème ce sont les aides sociales. En même temps que la ligne éditoriale «qui peut encore empêcher Marine ?» s’étale chaque jour en gros titre dans les manchettes du quatrième pouvoir. En même temps que s'étend la conscience de «l’intersectionalité des dominations» mais qu'aucune lutte ne semble assez puissante et coordonnée pour faire cesser sérieusement l’usage des pesticides, ni pour enrayer la crise majeure de civilisation que nous vivons, enlisés dans un productivisme-consumérisme, sidérés d'avoir à choisir entre le chômage de masse et la pollution de masse, et obtenant finalement les deux. En même temps, quand même, que l’eurodeputé Karima Delli a réuni toute la gauche sociale écolo dans les Hauts de France à l’occasion des élections Régionales. En même temps que, dans les mêmes Hauts de France, se prépare le «3eme homme», Xavier Bertrand, homme de droite d’allure raisonnable qui fait figure de présidentiable modéré face à Le Pen et susceptible de se crédibiliser sur l'humus «tout sauf Macron». En même temps que 10 députés ont attaqué Corine Masiero parce qu’elle s’est mise à poil à la «cérémonie des Césars», avant que leur plainte soit classée comme un simple trace de misère spirituelle. En même temps que Sophia Aram dénonce tout le beau monde vindicatif qui bouffe chez Bolloré, le bien aimé Bolloré. En même temps que beaucoup demandent le retour à la vie pas normale d’avant. En même temps que Zemmour se présidentialise à son tour. En même temps que les manifestants birmans se font massacrer mais résistent avec un courage inouï. En même temps que les services secrets continuent de rendre des services secrets. En même temps qu’on a appris à vivre avec eux, à en faire des séries à la télé et à nous exciter sur la fabrique des «légendes». En même temps que l’on semble s’être habitués à ce que des informations décisives soient dissimulées par l'Etat, que des mensonges soient soigneusement construits, que des recherches d’armes bactériologiques puissent exister depuis des lustres, mais qu’il paraît farfelu de remettre en cause les versions officielles servies par les «autorités». En même temps qu’on désigne les «complotistes» à la vindicte tout en n’ayant vraisemblablement jamais laissé passer autant de mensonges dans la bouche de responsables publics sans qu’ils démissionnent sur le champ. En même temps qu’à ce jeu du mensonge public, certains font passer Richard Nixon et son Watergate pour une équipe d'amateurs de 6ème division.

En même temps que le show must go on. En même temps que le ministre de l’intérieur est accusé de viol et qu’il est avéré qu’il s’est comporté a minima comme un goret abusif monnayant des interventions d'élu contre des faveurs sexuelles. En même temps que mais non le problème, c’est Masiero à poil aux Césars. En même temps que le journaliste Denis Robert est sommé de prouver sa probité dans un mauvais feuilleton d’espionnage avec un ancien informateur de la DGSE. En même temps que l’ex président de la république Sarkozy est condamné à de la prison ferme. En même temps que tout le monde est gentil avec lui parce qu’il y a plein de gens qu’il va influencer quand même quand il va dire : je soutiens celui-là. En même temps que l’hypocrisie est devenue la deuxième idéologie dominante après la confusion. En même temps que la sécurité globale progresse sur les ailes des drones. En même temps qu’on hésite à retirer du marché un vaccin mais qu’on n’hésite pas à promouvoir des vaccinodromes. En même temps que le mot convivialité a été effacé du dictionnaire et que les saltimbanques sont mentionnés comme des «rebelles» parce qu’ils (s’)occupent des théâtres. En même temps que le printemps est là. En même temps que les hôpitaux sont saturés et qu’on déprogramme des opérations «non essentielles» pour libérer des lits. En même temps que le méli melo de l’info-marchandise continue d’embrouiller à grande vitesse et gigadébit et que tout le monde ou presque trouve ça normal. En même temps que la peur a contaminé les peuples en profondeur et partout jusqu’à renforcer comme jamais les discours appelant à ce qu’il y ait plus d’ordre, plus d’ordre, et encore plus d’ordre. En même temps que les prisons sont saturées. En même temps, quand même aussi, qu'Edwy Plenel ose dire qu’il n’y pas de réalités islamo-gauchistes mais qu’il y a bien un islamo-capitalisme incarné par les pétromonarchies, Arabie saoudite en tête. En même temps que Cédric Herrou, relaxé définitivement après 11 gardes à vue, apporte la preuve que la solidarité vis à vis des migrants n’est pas un délit, et que sa colère rappelle à quel point s’étaient banalisées les opinions qui promeuvent le contraire. En même temps qu’on a le temps de pleurer, mais aussi de regarder mieux ce qui compte pour de vrai dans nos vies de mortels et pourtant si incroyables humains.En même temps que les «réseaux sociaux» résooooonnent dans les grandes oreilles bienveillantes des «GAFAM».

En même temps que je n’ai pas envie d’en rester là. Alors dans ce même temps, je nous souhaite d’oser rompre, d’oser vaincre, d’oser changer de rythme et d’objectifs humains prioritaires. Dans ce même temps là, je nous souhaite un 1789 sans guillotine, un 1789 joyeux, pacifique, radical mais traquant comme autant de pestes émotionnelles l’hystérie collective et la cruauté des tondeurs après l’occupation. Dans ce même temps, je nous souhaite de comprendre qu’il faut soigner, soigner et encore soigner, accepter que nous sommes tous un peu névrosés, que ça n’est pas nécessairement grave, que dans la plupart des cas ça se traite et qu’on peut souvent en guérir. Dans ce même temps, je nous souhaite non pas de «psychologiser les luttes» mais de voir partout où il est possible de cesser, ici et tout de suite, d’alimenter l’extension du domaine des hypermarchés, de stopper la déshumanisation par les machines, d’arrêter de produire quand cela n’a pas de sens. Je nous souhaite de ré-œuvrer par dessus tous les désœuvrements. Je nous souhaite de faire renaître la liberté elle-même en la reprenant au «libéralisme». Je nous souhaite de poursuivre tout ce qui fait le meilleur de l’humain, sa dignité, son goût pour le juste, le vrai, le beau, sans jamais perdre de vue que les humiliations sont à la source des plus grandes saloperies commises par «homo sapiens». Dans ce même temps, lorsque la peur aura terminé d'exhiber ses conquêtes, nous nous retrouverons et nous serrerons dans les bras les uns des autres. Dans ce même temps nous aurons compris l’évidente nécessité d’un plan Marshall en faveur des services publics, d’un investissement massif de l’Etat dans la reconfiguration de nos sociétés et de l’économie, au lieu de dépenser maladivement pour réparer les méfaits diaboliques de la cupidité d’hier et d’avant-hier. Dans ce même temps, nous nous apaiserons, conscients d’avoir traversé une folie collective de très grande échelle et pas une des grandes tueries épidémiques de l'histoire.

Dans ce même temps, nous comprendrons que l’hygiénisme (qui n’a rien à voir avec l’hygiène) a redoutablement attaqué nos cerveaux et nos us et coutumes, que bactéries et virus font parties de la vie, que ce qui tue de manière infâme est un mélange d’imprévoyance et de cyniques stratégies mercantiles, nous aurons conscience que les vendeurs de sécurité ont été les grands gagnants de ces dernières décennies, et que les pouvoirs astronomiques concédés aux «GAFAM» sont une forme d'auto-asservissement.A ce moment, nous aurons commencé à nous échapper de cet « en même temps » là. Nous dirons, nombreux : instruisons-nous, entraidons-nous les uns les autres. Et dans ce temps là, nous sortirons respirer en arrêtant de couvrir les feux, nous donnerons aux hôpitaux de vrais moyens, grâce à de vrais élu-es à qui nous interdirons strictement de mentir sous peine de destitution immédiate. Dans ce même temps là, nous veillerons pour de vrai sur ceux et celles *à qui il faut vraiment faire attention* : nos vieux, nos fragiles, nos personnes «à risque». Dans ce même temps là, nous ne serons pas soupçonnables de vouloir «stigmatiser» quand nous dirons «protéger», et nous n’utiliserons pas non plus ce mot comme synonyme de déviance «protectionniste». Dans ce même temps là, nous aurons collectivement compris que nous étions plongés dans une *société d’inattention*, qui ordonnait à chacun de dépenser une énergie considérable à s’occuper de son cul, de ses masques, de ses tests, de ses vaccins, de ses fake news, de ses attestations, de ses amendes, de ses peurs, et inversement, de consacrer très peu de temps et d’attention réelle à ceux qui risquaient pour de vrai de mourir de ce satané virus. Dans ce même temps là, nous lancerons une grande politique de démystification. Nous conviendrons que ce n’est pas tant le «cac 40» qui est le vrai problème, pas plus que «l’Etat profond» dont le souverainisme radical fait son nid, nous verrons que les principaux verrous étaient tenus par les milliards de petites collaborations quotidiennes conduisant à la pollution et la soumission globale, à l’extension du domaine des «SUV» sur une planète en surchauffe. Alors vous gilets jaunes, occupants des théâtres, spectaculaires de l’intermittence, étudiants, résistants, camarades précaires, je vous remercie de tout cœur d’être là et d’inviter au courage. Je vous confie ici mes intuitions de documentariste au chômage : il est inutile de réinventer l’eau chaude, il suffit d’appliquer l’appel du film *l’An 01*: on arrête tout, on réfléchit et c’est pas triste. Et que dans cet élan révélationnaire, dans les universités, théâtres, cinémas, bibliothèques, bars, places publiques, gares, salles des fêtes, nous nous retrouvions en veillant à ne pas gaver les gens en «bloquant», mais en les habitant pour que ça cause, ça vive, ça cultive, ça expertise, ça guinche, ça aime… Arrêter tout... sauf les solidarités, les gestes qui protègent et les mille et un les passages vers une autre société. J’alerte enfin ceux qui pensent que la violence fait peur aux dominants. Dans le contexte actuel, elle ne fait que justifier plus de matraque, plus de tenues de robocop, plus de drones et de caméras de surveillance. Il est fort compréhensible que les jeunes dotés de ce non-avenir, et pourtant chargés d’une énergie phosphorique, aient envie de tout cramer, de tout faire valser, de fracasser ces «forces de l’ordre» au service de tant de connerie, de mensonge et d'injustice. Raisons de plus pour leur suggérer toutes sortes de pistes pour que cette énergie aille vers de l’utile, de la connaissance, de la création, l’organisation des solidarités, l’édification de maisons des biens communs, partout et dès que possible. Et si nous devons cramer quelque chose, attaquons-nous à l’imaginaire de devenir banquier à 25 ans. Ou plutôt rendons le moins désirable que beaucoup d’autres. En ce sens, nous devrons montrer que l’on peut être à la fois localiste et internationaliste au moins autant que républicains de France ou de Navarre. Et écrire un nouveau chapitre de notre histoire.

Les Rois du Nonsense 3

*Dessin glané sur le net par Benoist Magnat*



**La faim et la malnutrition en croissance. Que faire ? *Les impasses du projet de sécurité sociale alimentaire***

*Par* ***Marc Mangenot***

La malnutrition, qui diffère quelque peu de la malbouffe, n’en finit pas de faire des ravages. La faim revient en France et s’accroît dans le monde, dans les pays du sud en particulier. La précarité et la paupérisation des paysans perdure et même s’aggrave, en France et sur l’ensemble de la planète. Ce constat est largement partagé, sauf par les partisans acharnés de l’agrobusiness. Personne ne songe à contester l’analyse selon laquelle une trop nombreuse partie de la population n’a pas accès à une alimentation saine et suffisante, faute de moyens, d’information et d’éducation. Plus discutée, voire ignorée, la nécessaire promotion de l’agroécologie paysanne est défendue avec des arguments solides par de nombreux chercheurs ou agronomes, par des paysans éclairés qui la mettent en pratique. En revanche, sans que cela émeuve beaucoup la population, mal informée, réveillée cependant par la pandémie covidienne, l’agriculture industrielle et spéculative, aux conséquences désastreuses connues, bénéficie toujours du soutien actif des pouvoirs publics nationaux et internationaux, soumis aux diktats des grandes firmes de l’agrobusiness et de la finance débridée et mondialisée.

Pour remédier à cet état de fait qui va s’aggravant, de nombreuses propositions émanent d’agronomes et de chercheurs. La Plateforme pour une autre PAC(1) diffuse les résultats des confrontations et mises en commun qu’elle organise entre ses membres ; elle prend des initiatives pour manifester et pour alerter les pouvoirs publics en France et l’Union européenne. La Confédération paysanne mène un intelligent combat exemplaire en France, ainsi que, de par le monde, la Via Campesina, mouvement paysan international progressiste (plus de deux cent mille adhérents, 182 organisations, 81 pays). Une proposition originale tente de se frayer un chemin, de faire émerger un mouvement intitulé *pour une* *sécurité sociale alimentaire*, inspiré du modèle de la sécurité sociale. L’idée est assez séduisante à première vue : permettre à chacune et à chacun d’accéder à de la nourriture saine en quantité suffisante et, ce faisant, de favoriser l’accroissement de la production de qualité de produits frais et transformés au détriment de la culture de masse à bas prix, de qualité non garantie, réalisée souvent dans des conditions sociales inacceptables. C’est ce que donne à espérer le projet de SSA porté par des personnes dont la compétence et la générosité sont connues. Il faut cependant y regarder de près.

**Éléments d’analyse critique du projet de SSA**

La question est de savoir si ce projet de sécurité sociale alimentaire constitue ou non une réponse pertinente aux problèmes de l’alimentation et de l’agriculture. Ce projet est généreux. D’abord, les auteurs confirment qu’en France, mais pas seulement, la faim et la malnutrition sont des réalités persistantes, y compris en dehors de période de crise. «*La précarité alimentaire explose*», écrivent-ils. D’autre part, «*à l’autre bout de la chaîne, une crise agricole profonde* (est) *déjà installée*». Ils soulignent «(qu’il) *n’y aura pas de réforme agricole sans véritable politique alimentaire*», ce avec quoi on ne peut qu’être d’accord Celle-ci, poursuivent-ils à raison, ne peut advenir que par la voie démocratique, seule à même de garantir le «droit à l’alimentation», puisque le «libre» marché n’a pas cette vertu La solution qu’ils proposent est, apparemment, d’une simplicité biblique: *«mettre en place une sécurité sociale alimentaire pour instituer une démocratie alimentaire*». Plus précisément de «*sanctuariser un budget pour l’alimentation de 120 euro par mois et par personne* (soit cent milliards d’euro chaque année) *et de l’intégrer dans le régime général de la sécurité sociale*». Des Caisses, décentralisées et gérées démocratiquement, auraient pour mission «*d’établir et de faire respecter les règles de production, de transformation et de mise sur le marché de la nourriture choisie par les cotisants*». L’institution de telles Caisses procurerait, toujours selon les auteurs, une «*puissance d’agir*» dans le domaine alimentaire, ainsi que pour faire face «*aux enjeux sociaux, climatiques et environnementaux liés à l’agriculture*», tout en respectant «*la souveraineté alimentaire de tous les pays*», ainsi que la possibilité de garantir des conditions correctes de travail et de rémunération à *«l’ensemble des travailleurs du complexe agro-industriel*».

**Les impensés du projet de sécurité sociale alimentaire**

Il vaut la peine de reprendre l’argumentaire car ce projet ne semble pas permettre la rupture nécessaire en matière de production alimentaire, ni par ailleurs, de répondre à la question de la pauvreté (ce qui n’est pas l’objectif du projet, mais la question ne peut être esquivée). D’autre part, en France (on pourrait dire la même chose de n’importe quel pays du monde occidental dominant), l’offre de produits de qualité correspondant aux ambitions du projet est actuellement très faible : il faudrait en conséquence importer en grande quantité des productions qualitativement acceptables, ce qui est absurde et contreviendrait à la nécessité de réduire les transports de longue distance. De plus on ne voit pas comment la mise en place d’une SSA permettrait d’ouvrir enfin et massivement la voie à l’agroécologie paysanne. Enfin, le projet attribue le même montant à tout individu quel que soit son niveau de revenu (vivant seul, en famille ou en groupe), ce qui ne contribue pas vraiment à la réduction des inégalités, même s’il a été précisé que les contributions (cotisations) seraient proportionnelles aux revenus.

S’il était mis en place (hypothèse hasardeuse), le projet de sécurité sociale alimentaire favoriserait les milieux aisés et très aisés. Toutes les enquêtes montrent que la bonne agriculture dont vivent chichement un petit nombre de paysans (petits ou moyens) qui la produisent va actuellement aux catégories favorisées. Les produits issus de l’agriculture industrielle de masse et de l’industrie de transformation enrichissent les grands propriétaires, les grandes firmes de production alimentaire et de la distribution, vont principalement aux populations les moins nanties, les moins bien informées, absentes des circuits courts types AMAP. Des associations, très actives, tentent de remédier à cette situation, mais ne peuvent combler que très partiellement ces carences multiples. Or, le projet de SSA, contrairement au système de protection sociale et sanitaire envisagé à la sortie de la guerre, ne vise pas des personnes en charge d’enfants, en difficulté parce que précarisées ou paupérisées, pensionnées, malades ou handicapées. L’institutionnalisation de la Sécurité sociale permettait, par exemple, à toute personne en charge d’autres ou victime de la maladie, d’un accident, ou encore ayant fait son temps de travail, de bénéficier de la solidarité de ceux et celles qui sont en activité. La SSA, parce qu’elle concerne tous les habitants, est en fait un succédané du revenu de base ou universel, un droit de tirage accordé à toute personne, sans distinction de situation sociale ni de revenus. Supposons que tous les allocataires (67 millions de personnes) ou, à tout le moins, un très grand nombre, fassent valoir leur droit à des aliments de qualité, répondant à tous les critères sociaux, sanitaires, écologiques. Comme dit plus haut, la demande serait impossible à satisfaire, même en abaissant les seuils de tolérance de nocivité et toxicité acceptables par un individu en bonne santé. Encore une fois, il n’est pas aberrant de penser que cette demande explicite serait d’abord le fait des personnes les mieux nanties et informées, les plus susceptibles d’accéder aux lieux où seraient disponibles les marchandises convoitées.

**Libre choix et possibilité de choix, du producteur et du consommateur**

Les auteurs de la SSA estiment nécessaire que soient respectés les choix des consommateurs (et les vertus du bien manger et du bien vivre, pourrait-on ajouter). Cela n’est concevable que si le marché est réorganisé afin que des produits frais ou transformés de qualité soient mis à disposition de toutes les populations. Les règles imposées tant à la production agricole qu’aux activités de transformation ont permis des améliorations dans les rayons des supermarchés et dans les stocks des centrales d’achat. C’est pour l’instant marginal et mal ou insuffisamment contrôlé. La majorité des productions mises sur le marché ne répond pas aux critères exigibles d’un point de vue sanitaire, écologique et social.

Des associations, des organisations paysannes comme la Confédération paysanne ou la FNAB (fédération nationale de l’agriculture biologique) démontrent la perversité du marché supposé libre et des politiques agricoles nationales et de l’Union européenne. Elles font des propositions pour sortir de l’emprise des multinationales et de l’agrobusiness. En l’absence de réglementation, le marché ne peut être libre et permettre aux consommateurs de faire leurs choix, choix largement influencés par la publicité dont la duplicité mensongère n’est plus à démontrer. Une telle réglementation devrait notamment concerner les prix, le stockage, les échanges internationaux équitables, non impérialistes et destructeurs des cultures vivrières, et être accompagnée de politiques d’aide à l’activité agricole vertueuse, en capacité de ne pas dégrader sol, sous-sol, eaux de surface et souterraines, etc.

Selon les auteurs, la SSA bien appliquée obligerait les producteurs à s’astreindre à fournir une production conforme aux attentes des citoyens ? qui représentent potentiellement un immense marché alimenté par les 120 ou 150 euro alloués mensuellement à chaque habitant. Le projet ne dit pas comment atteindre cet objectif. Par la pression du marché enfin débarrassé de ses scories publicitaires, de la puissance des grandes chaînes de transformation et de distribution ? Par les décisions du département créé spécialement dans les Caisses de sécurité sociale, marché dit de «*la nourriture choisie par les cotisants*» ? D’autre part, dans sa phase première (je suppose qu’il y en a une), quels seraient les heureux bénéficiaires des productions agréées ? Car, pour le dire encore une fois, l’immense majorité de l’offre de produits (transformés ou non, réalisée localement ou à des milliers de kilomètres) ne correspond pas, de loin pas, aux critères minima de ce qui serait socialement, écologiquement, qualitativement acceptable. Il n’est pas très aisé de concevoir pourquoi et comment ce nouveau marché (où seules certaines productions agréées pour leurs qualités seraient éligibles à s’échanger contre la monnaie SSA) obligerait les professionnels, à tous les stades de la production primaire à la distribution, en passant par le commerce extérieur, à se conformer aux exigences d’une offre de qualité respectueuse de l’environnement et socialement «responsable».

**Des objectifs esquivés, la lutte des classes oubliée**

Le projet de sécurité sociale alimentaire ne répond pas aux questions relatives à la précarité alimentaire et à la détresse d’un nombre important de paysans. D’une part, parce que, véritable usine à gaz, son éventuelle mise en œuvre demanderait du temps ; d’autre part, parce qu’elle ne tient pas vraiment compte de l’énorme insuffisance des productions de qualité. L’opposition, gros agrariens et FNSEA, firmes de l’agrobusiness, ne faiblirait pas, opposerait une résistance farouche, userait de stratégies de contournement, ce qu’elles savent très bien faire. Les rudes batailles en cours sur le climat, sur la réduction ou l’interdiction des produits chimiques nocifs (intrants, pesticides, insecticides …), les luttes pour combattre la pauvreté, la malbouffe ou le mal-logement, demeurent impérativement nécessaires. Ne conviendrait-il pas de définir des objectifs et des moyens de lutte sur cinq objectifs articulés entre eux, résumés ci-après.

1/Relever les minima sociaux, en étendre le bénéfice à toute personne paupérisée ou précarisée, les jeunes en particulier ; le coût de ces mesures serait quatre ou cinq fois inférieur au financement de la SSA, de l’ordre de vingt à vingt-cinq milliards d’euro par an.

2/Promouvoir l’égalité hommes-femmes en matière de revenus, salariaux et autres. Se dégagerait un nouveau et vital pouvoir d’achat.

3/Diminuer le chômage, éliminer la pauvreté de masse, jusqu’à les éradiquer, en changeant les modes de production et la finalité des activités productives, en réduisant la durée du travail.

Cet ensemble de mesures, 1, 2 et 3, diminuerait sensiblement les écarts de revenus et le niveau de la pauvreté et accroîtrait le pouvoir d’achat des catégories les plus pauvres. En revanche, il n’aurait pas la vertu de participer à l’impérieux changement dans le champ de la production (agriculture, élevage, pêche, transformation, distribution). La lutte doit en effet porter sur les conditions sociales, écologiques et sanitaires de la production jusqu’à la distribution.

4/Cela requiert de mobiliser ensemble les paysans et les habitants pour la promotion de l’agroécologie paysanne. Une telle conjonction n’a rien d’évident bien que nombre d’enquêtes montrent que la majorité de la population est de plus en plus sensible aux questions écologiques, sanitaires et alimentaires, sentiments renforcés depuis l’apparition et le développement de la pandémie covidienne. Les associations, déjà engagées ou non, ont un rôle majeur à jouer dans ce domaine, de même que les syndicats paysans et de salariés progressistes.

5/Cette mobilisation ne sera efficace que si elle inclut la lutte contre les ALE (accords de «libre» échange ou de «partenariat»). Des centaines d’accords aux conséquences souvent dévastatrices ont déjà été signés, certains sont entrés en application (partielle) sans être ratifiés, comme le CETA (accord économique et commercial global entre l’UE et le Canada), d’autres sont en cours de négociation comme l’accord Union européenne – Mercosur. Le traité de Lisbonne a lui-même constitutionnalisé une vaste zone de «libre échange» inégal, la concurrence de tous contre tous ; le traité instituant l’Union européenne demande donc lui aussi à être impérativement revu dans ses fondements qui font de la concurrence et de la libre circulation des capitaux la clé de voûte du droit et du fonctionnement de l’UE.

Batailles difficiles. Le non-respect des votes hollandais et français de 2005, le peu de considération du gouvernement pour les mesures (pourtant limitées) de la convention citoyenne pour le climat, signalent l’ampleur de la difficulté, de même que les tentatives de réforme (à la marge), de la politique agricole commune (PAC). L’héritage social, culturel et politique, par ailleurs pesant, est difficile à bousculer. L’inertie et le fatalisme qui se sont emparés de la masse de ceux qui devraient se mobiliser pour améliorer leur propre avenir constituent un obstacle sérieux, de même que la méfiance vis-à-vis de la politique. Défiance qui s’est installée et renforcée, tant les politiques suivies depuis des décennies ont conduit à des désastres sociaux, sanitaires et écologiques. Le projet de sécurité sociale alimentaire peut-il inciter à la réflexion ? Ce serait un bienfait. Mais, comme le revenu universel et ses différentes versions, il est, à mon avis, une impasse et, tel que formulé, non pertinent pour atteindre les objectifs qu’il se donne. Les projets astucieux *a priori,* généreux, comme celui de vouloir associer l’accès à la bonne nourriture pour toutes les populations au changement radical des conditions de production de l’activité agricole et post-agricole, ne peuvent dépasser le seuil des bonnes intentions.

Est-il raisonnablement possible avec le projet de SSA, (dont, encore une fois, la pertinence et la faisabilité ne sont pas démontrées) de résoudre des questions de nature différente, n’obéissant ni aux mêmes logiques, ni aux mêmes rythmes, et ne pouvant s’articuler correctement sans un coup de baguette magique ? Ces questions, pour les résumer brièvement, sont celles énoncées plus haut : 1) nourrir sainement une population entière sur un vaste territoire ; 2) accorder la priorité aux populations paupérisées ou en voie de paupérisation en visant la réduction, voire l’éradication, de la pauvreté et les inégalités de tous ordres ; 3) promouvoir l’agroécologie paysanne, en assurant la passage de l’agriculture industrielle et spéculative vers une organisation de la filière reposant sur des pratiques socialement acceptables et respectueuses de l’environnement. Une quatrième question, évoquée plus haut, ne peut être écartée, en même temps que la relocalisation de productions (de qualité) : la révision nécessaire des accords internationaux, y compris le traité de Lisbonne, permettant à chaque pays, à chaque région d’accéder à la souveraineté alimentaire et d’acquérir un haut niveau de sécurité alimentaire de qualité. La vertu principale du projet des sécurité sociale alimentaire réside peut-être dans sa capacité à bousculer les pensées stagnantes et les pratiques militantes trop traditionnelles.

*Marc Mangenot est membre de la Fondation Copernic. Retrouvez la version de cet article annotée par l’auteur sur notre site.*

De la décroissance à l’effondrement

*Par* ***Michel Rogalski****. Illustration glanée sur net par* ***Benoist Magnat***

Titres des médias, émissions de télévisions ou de radios, réseaux sociaux, la collapsologie est partout. La pandémie virale en cours dope son discours et ajoute à l’ambiance catastrophiste. Bref, le contexte est porteur et alimente peurs et inquiétudes. Des solutions sont proposées dont les racines puisent dans de lointaines sources qui s’abreuvent à différents registres : littérature de science fiction, cinémas, groupes écologiques, instituts mondiaux de recherche. Derrière ce foisonnement, parfois confus, on retrouve un affrontement d’idéologies qui émargent à différents champs disciplinaires et questionnent des notions aussi vaste que l’optimum de la population mondiale, la crainte de l’épuisement des ressources, le rôle de la technologie, le sens du progrès, la fragilité des sociétés, la résilience des écosystèmes, la nécessité ou la nature de la croissance dans un monde qui serait fini, etc. En réalité, des préoccupations pas vraiment nouvelles, mais qui combinées présentent un tableau effrayant et cristallisent des interrogations anciennes.

**Le Rapport au Club de Rome**

Difficile de dater le début d’un tel processus qui s’alimente à de nombreux facteurs. S’il fallait choisir, le début des années 70 s’imposerait. En effet, le détonateur, s’il fallait en désigner un, résiderait probablement dans le célèbre *Rapport au Club de Rome*, paru en 1972 sous le titre percutant pour l’époque (*Halte à la croissance ?)* et immédiatement traduit en plusieurs dizaines de langues lui donnant une audience mondiale. Le débat était lancé avec intensité dans ses différents contours. Travail scientifique, le *Rapport*, commande du Club de Rome à un groupe d’experts du célèbre institut américain, le M.I.T., modélisait sur ordinateurs - les premiers de l’époque - l’activité de la planète en faisant interagir de façon dynamique cinq facteurs principaux : la production industrielle, la population, les ressources alimentaires, les ressources non-renouvelables et la pollution. Avec une hypothèse centrale qui n’est pas anodine celle de la limitation des ressources dont les fins de certaines était programmées et datées dès lors que la croissance se poursuivait. Par contre les questions du progrès technique ou du rôle de la science étaient esquivées. Le résultat, flanqué de telles hypothèses, ne pouvait qu’annoncer un proche effondrement.

Le *Rapport Meadows* (du nom de son principal rédacteur) connut un impact intellectuel et politique retentissant et alimenta de nombreuses polémiques. Il a puissamment contribué à favoriser l’émergence d’un doute quant à la possibilité de la poursuite ininterrompue d’une croissance toujours accélérée. Il a accompagné – notamment en France – des réinvestissements militants en faveur de l’écologie et a dopé la première candidature présidentielle en la personne de René Dumont. Deux propositions-clés se dégageront : stabiliser la population mondiale et limiter la production - en réalité ni l’arrêter, ni la rendre négative, mais la ralentir - afin de freiner la pollution et la consommation de ressources naturelles. Le *Rapport* délivre l’idée que nous serions à la croisée des chemins - image depuis lors rebattue - et que faute de savoir choisir et décider, le pire ne peut qu’advenir rapidement. Ainsi «décider de ne rien faire, c’est décider d’accroître le risque d’effondrement».

Les critiques furent nombreuses. Elles discutèrent les hypothèses et pointèrent les oublis manifestes.

Il fut reproché au modèle de ne pas prendre en compte la diversité du monde et les inégalités sociales. Alors qu’à cette époque, même la Banque mondiale raisonnait sur l’existence d’un Nord et d’un Sud et sur l’inégale distribution sur la planète de diverses ressources. Il lui fut également reproché d’écarter l’influence du facteur humain dans sa capacité à modifier ses styles de vie ou ses modes d’organisation dans la trajectoire déroulée. En effet, isoler les êtres humains de leur façon de vivre est un exercice vain. Les crises financières, les guerres ou les épidémies étaient également absentes du modèle.

**La notion de ressource incomprise**

Mais l’hypothèse la plus controversée porta sur le concept de ressource. Le fil qui parcourt l’ouvrage laisse entendre qu’il s’agirait d’un stock de différents gisements dont l’évaluation serait faite une fois pour toute et qui ne pourrait aller qu’en s’épuisant au fur à mesure du développement de l’activité économique. Or toute l’histoire montre le contraire à savoir que l’activité humaine est aussi créatrice de ressources dont l’évaluation ne peut être figée parce que dépendante du progrès technique, des avancées scientifiques et des prix relatifs. Nous n’avons connaissance ni de toutes les ressources qui sont disponibles, ni de la façon de les utiliser. Les limites de l’étendue de la connaissance constituent le principal facteur de la «limite des ressources». Or la science crée des ressources jusqu’alors insoupçonnées. Le charbon a vu son usage dopé par l’invention de la machine à vapeur, le pétrole par celui du moteur à explosion et de la chimie, l’uranium par la percée des mystères de l’atome, les terres rares par le développement des procédés de communications modernes, l’espace par l’invention des satellites et la capacité à les lancer, les retenues d’eau par les turbines hydro-électriques, le vent par les bateaux à voile puis les éoliennes, le soleil par le photo-voltaïque, etc. On l’aura compris, le véritable problème auquel l’humanité est confrontée n’est pas celui de l’épuisement des ressources mais celui de leur utilisation à l’origine de pollutions transformant la planète en immense poubelle. Dans de tels écosystèmes dégradés, l’homme ne peut plus survivre. La menace de réchauffement climatique ne s’est jamais expliquée par la raréfaction de ressources mais au contraire par une utilisation démesurée de celles-ci, en particulier de celles d’origine fossile et susceptibles d’émettre des gaz à effet de serre. Bref, c’est l’excès de ressources et de leur exploitation qui crée le principal problème et non leurs limites. Les «découvertes» de nouvelles ressources constituent le phénomène majeur de notre époque.



Le *Rapport Meadows* n’envisage d’aucune façon la fragilité des systèmes industriels et des grands réseaux qui maillent la planète et sont devenus indispensables à l’activité humaine. Au-delà du risque industriel classique, à effets limités, ces réseaux par leur interconnexion présentent des risques systémiques qui mettent la planète sous la menace d’une panne ou d’un accident. La contagion serait immédiate et affecterait toute activité sous différents aspects. Les conséquences d’une perturbation durable dans l’espace satellitaire, les câbles sous-marins, les réseaux électriques, la toile internet, les réseaux d’eau, de transports ou de flux de données, etc. seraient incalculables et paralyseraient des pans entiers de l’activité humaine.

**La diversion de la collapsologie**

Évidemment de la décroissance à l’effondrement il n’y a qu’un pas, allègrement franchi par les tenants de ces théories. Avec une différence qui doit être notée par son importance. Les «décroissants» formulent des propositions pour réorienter l’activité économique et les styles de vie de la société. Ils s’inscrivent dans une démarche collective, même s’ils ne semblent pas s’être rendus compte que dans les pays industrialisés la croissance n’est plus au rendez-vous déjà depuis plusieurs décennies. Alors que les prophètes de l’effondrement sont déjà gagnés par le sentiment de la résignation et n’envisagent plus que des solutions individuelles ou adaptées pour de petites communautés traditionnelles présentées comme résilientes. La situation est à leurs yeux tellement dégradée qu’il n’existe plus aucun espoir collectif de portée réaliste pour la redresser. L’alternative est dans le «pas-de–côté» ou le débranchement pour assurer la survie. Ces conceptions laissent peu de place ou une indifférence au combat social et à ses acquis ou à la nature capitaliste du système économique qui mène à la catastrophe, ou à la dénonciation des mécanismes de l’exploitation. Les préoccupations du plein emploi sont absentes et inutiles puisque la perspective de l’effondrement est certaine et qu’en plus les auteurs sont pour beaucoup adeptes des théories de la «fin du travail». Ces travaux traduisent en dernier ressort une impasse sur la capacité d’agir et la possibilité d’en imaginer la moindre esquisse. Ils trahissent de surcroît deux obsessions majeures. L’une, considérant, dans une vision malthusienne, que la surpopulation serait la principale source des problèmes de la planète, alors même que tous les spécialistes s’accordent sur une stabilisation mondiale autour de neuf milliards de personnes vers 2050. L’autre, dans un rejet de la modernité et du progrès au sens des Lumières, fondant une société émancipée des appartenances traditionnelles, des déterminations métaphysiques ou des croyances irrationnelles. Évidemment, ce courant de pensée ne peut se prévaloir du statut de «nouvelle science» dont il cherche indûment à se réclamer. Il s’agit plutôt d’un inventaire hétéroclite emprunté à diverses disciplines en sélectionnant ici et là arguments et faits susceptibles d’illustrer leurs propos dans le but de naturaliser les phénomènes sociaux. Cette pensée représente une impasse réactionnaire.

*Texte Paru dans http://www.recherches-internationales.fr/*

[Chroniques du règne de Manu 1er l infaillible](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R)

*Par* ***Julie d’Aiglemont****.*

*Une brève un peu longuette…sur le vif ou presque.*

Oncques souverain ne parut plus infatué de lui-même ni plus abyssalement vide que Notre Morgueux Potache en ce dernier jour du mois des fous, où il s’adressa à ses vils sujets, leur délivrant un discours tout empli de sainte et froide compassion, d’intelligence fulgurante et zézayante, et oint d’une abnégation si vertueuse, quoique fort intéressée, que le Grand Ensoutané du Vatican décida tout uniment de le canoniser et de l’empailler quand son heure serait venue. Des messes d’action de grâces seraient dites dans tout le pays.

Gloire au Roy qui avait laissé à son peuple quelque liberté pendant la froide saison, lequel peuple n’avait su se montrer digne de cette bienveillante largesse. Par l’incurie et la sottise de quelques manants, Sa Grande Menterie se voyait contrainte d’enfermer à nouveau les Riens et les Riennes, tandis que brillerait au dehors le clair soleil du printemps. Ainsi allait-on administrer à tout le pays la purge par clystère que l’on appliquait à quelques provinces depuis trois semaines et qui produisait l’engorgement des hospitaux et la mort des malades. Les familles ne pourraient ni se retrouver et ripailler pour le retour des cloches, ni s’embrasser mais les riches bourgeois et la noblesse du pays pourraient à loisir gagner leur villégiature afin de s’y confiner dans le confort. Les gueux resteraient dans leurs tristes faubourgs. C’était là leur seul destin.

Notre Cynique Tartuffe enjoignit aux nurses épuisées de mieux accomplir leur besogne, et de fournir elles-mêmes les lits pour y mettre les malades. La Sainte Vaccine était la mère de la victoire. On administrerait tout le jour et même la nuit la sainte onction et l’on appellerait cela selon le mot forgé par le Roy, Premier Grand Savant de la Startupenéchionne, le «vaccine-ment». On ne manquerait plus du précieux antidote. Sa Grande Hablerie étendrait les mains et les fioles se multiplieraient. Amen.

Les escholes fermeraient pour trois semaines. Ce fut la mort dans l’âme que le Roy annonça cette dernière extrémité. Mais Monseigneur de la Blanche-Equerre veillerait en personne à ce que ces fainéants de maitres et de maîtresses ne prissent aucun repos pendant leurs deux semaines de congés. On trouverait moyen de les assujettir à quelque tâche. Quant à leurs prétentions, il n’en fut point question. Monseigneur le duc avait fait rendre à la Cassette Royale les écus qui eussent permis -comme dans le royaume de la Germanie – que l’on procédât à une purification de l’atmosphère des escholes. C’était là folie et argent gaspillé. Notre Impitoyable Morticole n’eut pas un mot pour les saltimbanques qui se mouraient de ne point savoir quand ils pourraient à nouveau monter sur les tréteaux. Quant aux cabaretiers, ils n’existaient tout simplement plus aux yeux du Roy. C’était là gens bien inutiles. Les gueux n’auraient plus d’autre consolation que les Lucarnes Magiques qui les abreuvaient de sottises et leur farcissaient la cervelle.

«Gouverner c’est prévoir». Sa Grande Fausseté ne prévoyait plus rien hormis le Tournoi de la Résidence Royale. Elle se lavait les mains par avance de tout ce qui était arrivé et arriverait encore. Tout avait été fait pour le mieux. Amen. Ainsi en allait-il au Royaume du Grand Cul-par-dessus-Tête. Le Roy était nu mais ne le savait point.

*Paru sur https://joursheureux.blog*

**Pendant que le Covid galope, la braderie hospitalière continue**

*Par* ***Sylvain Ethiré***

Ni le président de la République, ni le premier ministre, ni celui de la santé ne pipent mot sur les fermetures hospitalières, car il y a, semble-t-il, des limites à la transparence. Voici de bonne source (Syndicats des Médecins Hospitaliers F.O, CGT, CGC), quelques mesures prévues par notre gouvernement, dans les hôpitaux publics, sujet sur lequel il se tait.

- Centre Hospitalier d’Aix-en-Provence : 50 lits de chirurgie et 15 de rhumatologie fermeront.

- Centre.Hospitalier Universitaire de Reims: 184 lits à supprimer

- CHU de Caen : 299 lits d’hospitalisation conventionnelle à Supprimer. (compensée par seulement 59 places d’hospitalisation de jour)

- Hôpital de Dole : menace de fermer le service de chirurgie

- CHU de Nancy : 78 lits déjà fermés ; menace de transférer la chirurgie à une clinique proche

- Centre Hospitalier Châtellerault : menace de fermeture du service des urgences.

- CHU de Tours : fermeture prévue de 360 lits.

- 3 Hôpitaux en Essonne (Juvisy- Longjumeau- Orsay)  devront fusionner : 600 lits en moins

- Après la greffe hépatique l’Assistance Publique Hôpitaux de Paris ferme le service de greffe cardiaque à Henri.Mondor Créteil 94, confirme la fermeture des hôpitaux Bichat Paris 75018 et Beaujon Clichy 92, fusionnés dans un hôpital unique à St-Ouen 93 en Partenariat-Public-Privé, selon le modèle des hôpitaux du Royaume-Uni dont 75% appartiennent à Bouygues. Il en résultera 400 lits en moins. S’y ajoute la fermeture prévue des 1000 lits des soins longue durée dans l'ensemble des hôpitaux de l’AP-HP

- CHU Grenoble: fermeture de 33 lits de Réanimation et 37 lits de soins critiques

- CHU Lyon Edouard.Herriot: 59 lits de chirurgie, 15 lits de gériatrie, 47 lits de médecine, soit 121 lits fermés en 1an.

- Centre Hospitalier.Spécialisé psychiatrique Le Vinatier à Bron: 151 lits fermés

A part ça, tout va très bien, madame la marquise, tout va très bien\*! *Merci à Jean-Marc Guillon pour nous avoir fourni ces précieuses informations !*

*\*Paroles et musique de Paul Misraki, créée en 1935 par Ray Ventura et ses collégiens*

Le variant breton, ou la légende d’Edern Le Du

*Par* ***Patrice Perron***

Le variant Breton du Covid-19, s’appelle Ed Du (Blé Noir), raccourci familier de Edern Le Du, prénom et nom complets du brasseur et fabricant de whisky, qui a isolé ce variant dans sa distillerie du Bro Vigouden (Pays Bigouden), dans des barriques de bière, en chêne de Brocéliande, ayant préalablement contenu de l’eau-de-vie de cidre. Ce variant, se développant dans le malt de blé noir, s’introduit dans le corps de ses victimes uniquement par l’absorption concomitante de bière Blanche Hermine ! D'où l'expression Gwenn-Ha-Du (Blanc et Noir) et la naissance du drapeau Breton ! C’est ce mode d’intrusion corporelle qui rend le variant Breton indétectable aux tests classiques de dépistage. Or, tout bon Breton a déjà dégusté, au moins une fois dans sa vie, une cannette de 25 centilitres de bière Blanche Hermine. Ce qui lui procure immédiatement et simultanément les immunités individuelle et collective requises pour ne pas être malade au cours de sa vie. Par contre, boire de la bière Corona n’apporte aucun effet médical ou vaccinal comparable, mais offre, tout de même, le plaisir de la dégustation.

Cette histoire de virus Breton est tellement incroyable, que ce pourrait bien être le diable des Monts d'Arrée et sa petite amie, la korrigan ensorceleuse Maria du Yeun Elez (1), les responsables de cette affaire qui fait grand bruit dans les médias et dans le Landerneau hospitalier de … Lannion. Ces diablotins sévissent régulièrement dans les parages, et s’il y avait vraiment un variant Breton, (on en parlerait depuis longtemps) susceptible de frapper des autochtones, là où il n’existe pas, ou presque, de cas avérés, il n’y aurait qu’eux, nos deux loustics, pour commettre de tels dégâts. Par contre, les ressortissants de certaines régions ou secteurs géographiques particuliers, ne sont pas à l’abri d’une atteinte par ce variant Breton, notamment ceux qui sont venus se planquer, en douce ou en secret, en Bretagne au plus fort de la pandémie ou pendant les congés scolaires ou encore en s’éclipsant de l’île de France juste entre l’annonce et la mise en place du re-confinement. Suivez mon regard et constatez les centaines de kilomètres de bouchons créés aux sorties de Paris.

Puis apparaît la question, à mille segalenn (2), que tout le monde se pose : ce variant Breton, pourrait-il envahir le Bro C'hall (3), pays situé à l’Est de la Bretagne ? Etrange et sanitaire retournement de l'histoire ! Nominoé (4) et Anne de Bretagne (4) sont en train de se réveiller, de s'habiller et de se préparer ! Nominoé se resservirait bien un petit *Ballon* (5), ou deux, de Blanche Hermine, du millésime 845 (4), pour se ragaillardir façon potion magique ! Tremble Manu, tremble !

Jusqu’alors, la Bretagne n’est vue du pouvoir central, que comme une lointaine contrée sauvage, souvent masquée sur les cartes météo des télévisions, peuplée d’illettrés, aux mains de Bonnets Rouges assoiffés de régionalisme, d’autonomisme, d’indépendantisme, de séparatisme, voire de sécessionnisme, au même titre que les Corses, les Basques, les Ecossais et les Catalans. Alors qu’ils ne sont qu’Européens.

Mais là, maintenant, tout de suite, une autre question surgit en même temps que les choses et l’angle de vue, changent : Edern Le Du pourrait-il dépasser les limites des Marches (6), envahir l’hexagone, franchir le périphérique du dehors vers le dedans et conduire son armée de variants en trois groupes, le premier jusqu’aux marches du palais (au moins), le second à la Bastille et le troisième dans le bunker de Bercy, (État dans l’État) afin de récupérer l’argent de la CSG, volé aux retraités ? Poussant de la sorte le monarque local à s’enfuir, soit à Varennes, soit à Baden-Baden, soit, en dernier ressort, au Touquet. Mais là, pas de bol pour Jupiter, des gaulois réfractaires, habillés en virus de toutes sortes, coiffés de bonnets rouges et portant des gilets jaunes, l’attendent déjà, comme chaque samedi aux ronds-points les plus proches de sa discrète cabane au fond du jardin.

Du coup, c’est le branle-bas de combat dans les allées du pouvoir central et la débandade dans les bureaux des sous-fifres et des lèche-bottes. Tremblez manants et vils gens, tremblez ! Edern Le Du est en marche ! *La voilà la Blanche Hermine, vive Fougères et Clisson* … (7).

Il faut quand même se dire que cette histoire de variant Breton n’est peut-être qu’une erreur diagnostique ou un symptôme manifeste de besoin de reconnaissance chez un second couteau. Ou encore un super bobard qui a mis en marche une bonne partie des médias. Kenavo an distro Edern Le Du.

*1)- Yeun Elez : Zone humide, tourbeuse et marécageuse autour d’une grande partie du lac de Brennilis. C’est un lieu de légendes terrifiantes. On raconte que l’Ankou s’y balade souvent. C’est là que se trouveraient les portes de l’enfer. Un enfer paradisiaque selon le guide et conteur Youenn Daniel. Dans « La légende de la mort en Basse Bretagne », Anatole Le Braz écrit :* Nous entrons dans le Yeun Elez, Quoi que tu entendes, ne détourne pas la tête. Il y va de ta vie en ce monde et de ton salut dans l’autre.

*2)- Le Segal est la monnaie du Pays de Lorient, dont la valeur est égale à l’Euro. Seigle en français.*

*3)- Bro C’hall. Pays des Francs.*

*4)- Nominoé, Anne de Bretagne, Ballon, 845. Nominoé, roi de Bretagne a vaincu les troupes de l’Empereur des Francs, Charles Le Chauve au lieu-dit Ballon, en la commune de Bains-sur- Oust, près de Redon en 845. Il a ainsi affirmé l’indépendance de la Bretagne pour 687 ans, jusqu’aux deux mariages d’Anne de Bretagne avec les rois de France, la faisant Reine de France, mais unissant la Bretagne à ce pays. Le premier avec Charles VIII, à Langeais en 1491, puis suite à la mort de celui-ci en 1498 (il s’était cogné la tête contre un linteau en granit, peut-être amené de Bretagne, qui sait !), à Louis XII en 1499 qui lui concèdera tous les droits sur le duché, laissant donc ce dernier, indépendant de facto. Après la mort d’Anne de Bretagne en 1514, sa fille, Claude de France, épousera François 1er, qui fera intégrer le duché au royaume de France en 1532, avec l’accord des États de Bretagne, en contrepartie du maintien des avantages du duché.*

*5)- Ballon. C’est sûr, Nominoé aurait pu prendre un canon pour boire sa Blanche Hermine millésimée, mais il est délicat, alors, point de canon guerrier, ni de pinte donnant mal à la tête, ni de bock un peu sauvage, ni de godet qui fait un peu sot. Plutôt un Ballon, ce verre à vin et à pied, qui porte le nom du lieu-dit où Nominoé a mis la pâtée à Charles Le Chauve, petit-fils de ce sacré Charlemagne (qui a inventé l’école, c’est ce sacré Charlemagne, sacré Charlemagne) en 845. C’est plus subtil.*

*6)- Les Marches de Bretagne. Étendue territoriale le plus souvent extérieure aux cinq départements historiques, utilisée comme zone tampon, permettant à la Bretagne de se protéger des velléités de la France. Des forteresses de tailles variables y furent édifiées du nord au sud du pays. Celles de Dinan (22), Fougères (35), Clisson (44), Guérande (44), Champtoceaux (49), Pouancé (49) Oudon (44) et Ancenis (44) figurent parmi les plus connues. Montaigu (85) est un cas à part, car renforcé par les seigneurs Vendéens locaux, alliés des Français, pour se protéger des Bretons !*

*7)- La Blanche Hermine : célèbre chanson de Gilles Servat*.

Les Rois du Nonsense 3

*Glané sur le net par Benoist Magnat*



Démantèlement d'EDF : Non au projet Hercule, Oui à un service public de l'énergie

*Par le Collectif national pour un véritable service public de l’énergie.*

Le gouvernement Français et la Commission européenne semblent prêts à se mettre d’accord, au prix de quelques aménagements à la marge, pour le projet Hercule. Le parlement sera ensuite saisi, pour une loi votée en octobre. L’opposition à ce projet est forte, y compris parmi de nombreux parlementaires. Les syndicats sont unis, et une nouvelle journée d’action a lieu le 8 avril . Nous invitons les usagers à s’engager eux aussi dans l’action contre ce projet qui sera désastreux pour eux s’il est appliqué.

Le projet « Hercule » s’inscrit dans une logique strictement financière, déjà à l’oeuvre depuis 25 ans : la facture des usagers a explosé, les investissements nécessaires sur le système électrique ne sont plus assurés, et la péréquation tarifaire est menacée, alors que c’est un élément essentiel à notre démocratie. Il va aller plus loin ! EDF va être coupé en trois morceaux : EDF bleu, qui restera public, pour le secteur nucléaire, EDF vert, qui sera privatisé, pour les énergies renouvelables, la distribution, les systèmes insulaires et la Commercialisation, EDF azur, filiale publique, pour les barrages hydroélectriques.

La création d'une filiale ne règle pas le risque d'une privatisation future. Les conséquences pour les usagers vont être catastrophiques, car le projet Hercule, c’est aussi la suppression de la péréquation tarifaire, c’est-à-dire de l’égalité d’accès aux mêmes tarifs sur tout le territoire. Les tarifs de l’électricité vont encore augmenter, et la précarité énergétique, qui touche déjà 5,5 millions de ménages, va exploser. Le projet Hercule, c’est aussi l’aggravation du changement climatique, car la logique financière et des profits est contraire à la préservation des biens communs de l’Humanité. Les usagers ont donc tout intérêt à la mise en échec de ce projet et à participer à la construction d’un grand service public national de l’énergie.

Ce que nous proposons : la précarité énergétique doit disparaître dans notre pays, via une diminution de la TVA à 5,5%, qui représenterait une baisse pour l’usager d’environ 100€/an, par une tarification progressive avec gratuité des usages vitaux, ou par l'interdiction pure et simple des coupures et des baisses de puissances pour impayé. Le débat doit être organisé.

La lutte contre l’exclusion et la lutte contre le réchauffement climatique doivent être des priorités de la Nation, portées par le service public de l’énergie, en ayant un regard pointu sur l’impact carbone dans sa globalité, en abordant également la question de l'efficacité énergétique des bâtiments. le gaz et l’électricité doivent être définis comme biens communs stratégiques d’intérêt général, au sens de la constitution française. Les filières nationales industrielles gaz et électricité doivent devenir des Établissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC) intégrés, ou des Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif, sous contrôle décisif des usagers et de ses agents. Le service public de l’énergie nécessite une construction permanente entre les citoyens élus, les entreprises, les salariés et les usagers. Cette construction exige la création de nouveaux droits et d’espaces d’interventions des salariés, des associations, et des citoyens dans la sphère publique et dans les territoires. Dès maintenant il doit faire l’objet d’un véritable débat social et démocratique avec l’ensemble des citoyens : que l’on soit usager, salarié du secteur ou élu, l’énergie est notre bien commun ! Nous sommes tous concernés ! Il devra répondre aux besoins d’investissements considérables, à moindre coût, de l’indispensable transition énergétique et écologique : assurer notre indépendance énergétique, consolider et développer un modèle énergétique pilotable et respectueux de l’environnement, diversifier nos sources d’énergie en investissant dans la recherche et le déploiement d’énergies renouvelables, répondre aux enjeux du changement climatique, aux attentes légitimes des personnels du secteur de l’énergie en matière de conditions de travail et d’exigence de qualité du service rendu aux usagers. C’est pourquoi nous demandons : L’abandon immédiat du projet Hercule en cours de négociation entre la France et l’union européenne. Un grand service public de l’énergie

La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !